

## COMMUNIQUE DE PRESSE

Ville de Montreuil,



Mercredi 7 mai 2014,

### **Rythmes scolaires : le Bureau municipal de Montreuil prend en main la rentrée 2014 des 11 000 petits montreuillois.**

*Face à la cacophonie qui règne à l'échelle nationale sur la question des rythmes scolaires et de leur application, le Bureau municipal de Montreuil réaffirme sa position : assurer une bonne rentrée pour les 11 000 enfants des écoles de la ville.*

L'éducation de nos enfants est un enjeu crucial. Depuis plusieurs années déjà, et notamment depuis la loi Fillon de 2005, les attaques en règle contre l'école se sont multipliées : contre l'école maternelle et primaire, le collège, le lycée et les universités, contre les enseignants avec une succession de suppressions de postes ou de moyens, par exemple aux RASED. En résumé, une politique qui visait à mettre à terre le service public d'éducation.

Alors que l'éducation et l'avenir de l'école sont au cœur du débat actuel sur les rythmes scolaires et la loi de refondation de l'école, la municipalité de Montreuil réaffirme avec force que c'est à l'Etat, de garantir la réussite de nos enfants sur l'ensemble du territoire national, de dégager les moyens qui garantiront une Education nationale de haut niveau pour tous et de permettre à l'école de jouer son rôle d'accès aux savoirs et de formation à la citoyenneté.

Dans cette perspective et à la suite des nouvelles annonces du ministre de l'Education qui assouplissent les conditions de la mise en place de la réforme des rythmes scolaires, la municipalité de Montreuil considère qu'il est de sa responsabilité de préparer la rentrée prochaine en construisant avec l'ensemble de la communauté éducative de la ville, un projet éducatif partagé qui crée les conditions de la réussite de tous les enfants montreuillois.

A ce titre, l'ensemble de la communauté éducative de la ville est invitée le samedi 17 mai à une grande journée d'échanges et de débats qui permette à tous les acteurs de l'école de s'exprimer et de réfléchir ensemble à une rentrée 2014-2015 qui corresponde au mieux aux intérêts des enfants.

A Montreuil, les difficultés soulevées ces derniers mois par la communauté éducative sont nombreuses et les dernières annonces ministérielles ne répondent qu'en partie aux inquiétudes légitimes exprimées par les parents d'élèves, les enseignants ou encore les acteurs de l'éducation populaire .

Ces dernières semaines, par la voix de son maire – Patrice BESSAC -, Montreuil s'est, à plusieurs reprises exprimée en faveur d'un report de l'application de la réforme des rythmes scolaires mais dans l'attente d'une réponse ministérielle positive, la ville entend, dans l'intérêt des enfants, assumer tout son rôle aux côtés des familles, des enseignants et des personnels municipaux en préparant une rentrée scolaire sereine et de qualité.

Les élus de la majorité municipale prennent acte des annonces ministérielles relatives aux dotations par élèves (90 euros par élève et par an pour les villes qui perçoivent la Dotation de solidarité urbaine). Les élus continueront aux côtés de la communauté éducative de la ville de se mobiliser pour que ces dotations soient confortées et pérennisées.

En effet, dans le double contexte de baisses historiques des dotations de l'Etat (-11 milliards d'euros pour les collectivités territoriales dans les trois prochaines années) et d'une augmentation continue des dépenses des communes liées aux désengagements successifs de l'Etat, la réforme des rythmes scolaires constitue un coût financier supplémentaire que beaucoup de villes ne seront pas en mesure d'assumer, renforçant sur le territoire, une éducation à plusieurs vitesses.

Au delà des questions éducatives, alors que les collectivités territoriales assurent à elles seules plus de 70% de l'investissement public, cette nouvelle réduction de leurs moyens entraînera inévitablement de graves conséquences sur leurs capacités d'investissement et sur la qualité des services publics locaux.

A l'heure où partout sur le territoire national, les inégalités explosent, les collectivités territoriales et les agents des services publics locaux sont, plus que jamais sollicités pour répondre à la détresse de familles, victimes de plus en plus nombreuses de la crise économique.

Le plan d'économie de 50 milliards d'euros aggravera la situation des collectivités et pèsera lourdement sur les politiques publiques dont bénéficient en priorité nos quartiers populaires.

Il est urgent de garantir aux communes les moyens de leur fonctionnement et d'offrir aux populations des services publics de proximité de qualité.

La ville de Montreuil continuera de défendre des services publics locaux de qualité et assumera pleinement ses compétences au service des habitants.